

Audience publique du 9 février 2009

Recours formé par
la société anonyme ... ,...
contre des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités
en matière d'impôt sur le revenu

Vu la requête inscrite sous le numéro 24234 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 28 mars 2008 par Maître Jean-Pierre Winandy, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la société anonyme ..., ayant son siège social à L-..., tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2002 et 2003, ainsi que des bulletins établissant la base d'assiette et le calcul de l'impôt commercial communal des années 2002 et 2003, tous émis en date du 3 novembre 2006 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 27 juin 2008 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 14 novembre 2008 par Maître Jean-Pierre Winandy pour compte de la société ... S.A. ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 octobre 2008 ;

Vu la rupture du délibéré prononcée le 27 novembre 2008 afin de permettre à la partie de Maître Winandy de verser des pièces et explications complémentaires ;

Vu le mémoire complémentaire déposé au greffe du tribunal administratif le 16 décembre 2008 par Maître Jean-Pierre Winandy pour compte de la société ... S.A. ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les bulletins critiqués ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maîtres Jean-Pierre Winandy et Marc Daubenfeld, en remplacement de Maître Jean-Pierre Winandy, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul Lick en leurs plaidoiries respectives aux audiences publiques des 17 novembre 2008 et 5 janvier 2009.

Le 3 novembre 2006, le bureau d'imposition sociétés 6 de la section des sociétés de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de la société anonyme ... les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités 2002 et 2003, ainsi que les bulletins de

l'impôt commercial communal 2002 et 2003 en se référant quant au détail de l'imposition à un courrier du 4 octobre 2006. Ce courrier est libellé comme suit :

« En exécution du paragraphe 205 (3) de la loi générale des impôts, je vous informe qu'après avoir examiné la déclaration fiscale de votre société pour l'année 2002, le bureau d'imposition a l'intention d'effectuer le redressement suivant :

Le bilan fiscal au 31.12.2002 ci-joint fait ressortir un bénéfice fiscal de € 189.844,41. La différence par rapport au bénéfice commercial est due au fait que les charges et produits exceptionnels qui sont liés à des événements originaires de la période de holding sont fiscalement neutralisés par la constitution d'un poste de provision lors du bilan fiscal d'ouverture »

Par courrier de son mandataire du 29 janvier 2007, la société ... S.A. a fait introduire une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes à l'encontre des 4 bulletins ci-avant visés.

Cette réclamation est libellée comme suit :

Au nom et pour le compte de la société ... S.A. ayant son siège social..., immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro 24.174, (ci-après «la Société») je me permets de vous soumettre la réclamation suivante concernant :

- le bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités 2002 en date du 3 novembre 2006*
- le bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités 2003 en date du 3 novembre 2006*
- le bulletin d'établissement de l'impôt commercial communal 2002 en date du 3 novembre 2006*
- le bulletin d'établissement de l'impôt commercial communal 2003 en date du 3 novembre 2006*

Faits

La société a été constituée en date du 30 avril 1986 ; initialement elle avait le statut de société holding 1929 pour changer de statut fiscal en date du 2 janvier 2000 et d'adopter ainsi celui de société résidente pleinement imposable tout en continuant son activité qu'elle avait toujours poursuivie à savoir donc celle de détention de participations et de société de redevances.

Cette modification du statut fiscal a donné lieu à l'établissement d'un bilan fiscal contenant un certain nombre de redressements / déviations par rapport au bilan commercial.

Aux termes de ces ajustements les fonds propres de 27,8 mio (francs) figurant au bilan commercial au moment de la modification ont été convertis en des fonds propres négatifs de 8,6 mio et la différence a été comptabilisée en tant que dette vis-à-vis de « ... » (!). La base de cet ajustement nous semble-t-il (le bilan redressé n'est pas très bavard à ce sujet) se trouve dans l'année 2001. En effet, dans cette année-là une charge exceptionnelle de 811.373 € a été comptabilisée par les livres de la Société. Ce montant a été considéré comme relatif à la période holding 1929 avec donc la conséquence que sa déduction a été rejetée en tant que charge exceptionnelle.

La lettre de l'administration en date du 4 octobre 2006 et concernant l'année 2002 mentionne en effet : « La différence par rapport au bénéfice commercial est due au fait que les charges et produits exceptionnels qui sont liés à des événements originaires de la période de holding sont fiscalement neutralisés par la constitution d'un poste de provision lors du bilan fiscal d'ouverture ».

Ce refus n'est pourtant pas justifié (voir ci-dessous : Motivation).

Recevabilité

Étant donné que les bulletins susvisés datent tous du 3 novembre 2007 la réclamation est introduite dans le délai de 3 mois. Elle est introduite devant le directeur de l'administration, la loi rendant ce recours hiérarchique obligatoire. L'intérêt de la Société pour réclamer est évident.

La réclamation est partant recevable.

Motivation

La charge exceptionnelle mentionnée ci-devant ne se rapporte en rien à la période holding mais au contraire aux années de calendrier 2001 à 2005 (cinq années). Telle est la conclusion évidente qui se dégage du contrat joint et dénommé (« contrat de licence de marque ») conclu le 12 avril 2000 à Paris et au terme duquel le détenteur de la marque, M. ... concède à la Société un contrat de licence par laquelle le concédant accorde une licence pour une période quinquennale pour un montant de 800.000 € (augmenté des frais d'avocats). Ce montant devait être payé selon les possibilités financières de la débitrice mais au plus tard le 31 décembre 2005. Le montant de 811.373 € a été comptabilisé en charge de cette année-là. Il va de soi que cette comptabilisation concerne une période de 5 années et non pas seulement l'année 2001. Il faudra donc s'assurer que le compte de résultat sera de 811.373 € en 2001 soit d'un montant de 162.274, 60 € pour 2001 ainsi que du même montant pour chacune des 4 années suivantes, soit donc 2002 à 2005.

Cette prise en compte se fait facilement de la manière suivante : pour l'année 2001 la déduction par compte de profits et pertes est limitée à 162.274, 60 Eur. Le solde passé en compte de résultat doit être passé en « compte de régularisation : charges payées d'avance » donc pour 4 fois 162.274, 60 Eur. Pendant chacune des 4 années suivantes ce poste doit être diminué d'un quart de ce montant, donc de 162.274, 60 Eur. Le caractère de frais d'exploitation du paiement de 811.373 € est incontestable. En effet, la Société n'est pas titulaire de la marque ; elle doit payer au titulaire de celle-ci des redevances (sur base du contrat mentionné) afin de pouvoir à son tour concéder des licences sur cette marque. Cette dépense est donc incontestablement une charge d'exploitation au sens de l'article 46 L.I.R.

Est-ce que le montant de cette dépense est approprié ou bien serait-il excessif ? Ici encore la réponse semble clairement être négative dans la mesure où la Société obtient ainsi une marge bénéficiaire importante relativement à ces redevances. En d'autres termes, la Société encaisse des redevances de loin supérieures à celles qu'elle est obligée de payer au détenteur de la marque.

En effet, les revenus de redevances touchés en 2001 s'élèvent à 188.000 € de sorte que la marge brute sur redevances est de 26.000 €, soit environ de 16%. Pour l'année 2002 les redevances reçues sont de 192.555 € donnant ainsi une marge brute de 18,5%.

Nous ne voyons guère d'indications permettant d'affirmer qu'une telle marge serait manifestement insuffisante : ce ne serait que dans l'affirmative que les opérations faites par la Société pourraient faire l'objet de redressements.

Pour ces raisons, je vous prie de bien vouloir réformer les bulletins d'imposition litigieux.

Tout en restant à votre entière disposition pour tout renseignement supplémentaire nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués. »

Cette réclamation étant restée sans suite, la société ... a fait introduire, par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 28 mars 2008, un recours contentieux tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des quatre bulletins ayant fait l'objet de sa réclamation.

Le tribunal étant compétent pour statuer en tant que juge du fond en la présente matière et la recevabilité du recours n'étant pas autrement contestée en cause, le recours principal en réformation est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi. Il n'y a partant pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours, la société ... fait valoir que ce serait à tort que le bureau d'imposition a réintégré à son résultat imposable des charges qu'il prétend être nées sous le régime holding 1929, alors que ces mêmes charges devraient être déductibles au titre de charges exceptionnelles pour les années fiscales 2002 et 2003. Elle fait valoir plus particulièrement que la charge de 811.373 € ne se rapporterait en rien aux exercices au cours desquels elle bénéficiait du statut de holding 1929, mais que le fait générateur de cette charge serait postérieur et résiderait dans la conclusion du contrat de licence de marque au terme duquel Monsieur ... accorde à la société ... une licence d'exploitation de la marque déposée ... pour une période quinquennale et un montant de 800.000 € augmenté des frais d'avocats. Dans la mesure où ce contrat fut conclu le 12 avril 2000, soit postérieurement seulement au changement de statut de la société intervenu le 2 janvier 2000, elle fait valoir que ce contrat ne saurait valablement être rattaché à la période holding 1929. Elle précise ensuite qu'en vertu de l'article 7 du contrat de licence, elle devait s'acquitter du montant du droit d'usage selon ses possibilités financières et au plus tard le 31 décembre 2005. Le montant de 811.373 € aurait ainsi été comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2001. La société demanderesse concède toutefois à cet égard que seul le cinquième de cette charge se rapportant à une période de 5 ans, soit un montant annuel de 162.274, 60 €, pourrait être déduit du résultat imposable de la société au titre de chaque exercice, entre 2001 et 2005.

Elle fait valoir que cette correction pourrait facilement être effectuée moyennant l'utilisation d'un compte de régularisation et que le solde de cette charge exceptionnelle serait comptabilisé en tant que charge constatée d'avance sur un poste diminué chaque année du montant parallèlement déduit. Quant à la nature de cette charge, la société demanderesse fait valoir que le droit d'usage en question constituerait indéniablement une charge d'exploitation, de sorte qu'elle devrait être déductible en tant que dépense provoquée exclusivement par l'entreprise. Le contrat de licence permettrait concrètement à la société ... de concéder à son

tour des licences sur l'exploitation de la marque ... et partant de percevoir des redevances de la part des sous-licenciés, de sorte que cette charge exceptionnelle, en ce qu'elle correspondrait au droit d'usage accordé par ce contrat, serait clairement liée à un revenu imposable. Elle insiste finalement sur le caractère incontestable de l'intérêt que représenterait ce droit pour elle, étant donné que le montant des redevances perçues annuellement excéderait celui du droit d'usage versé à Monsieur Ainsi les redevances perçues en 2001 s'élèveraient à 188.000 € et celles perçues en 2002 à 192.555 €, générant ainsi une marge bénéficiaire annuelle brute de 16% et de 18,5%. Dans la mesure où aucune indication ne permettrait d'affirmer le caractère insuffisant de cette marge, l'utilité de cette charge pour la société serait incontestable.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours comme étant non fondé en faisant valoir ce qui suit :

« On apprend par une mention manuscrite que la charge de 811.373 EUR, dont la recourante demande la déduction pour les années en cause, se compose apparemment de 4.893,591,08 francs français payés à titre de caution, le reste étant des frais d'avocats et de justice. A défaut de pièces probantes, la réalité de la charge est contestée. Au cas où la réalité de la charge est prouvée, elle n'est pas pour autant déductible au titre des années 2002 et 2003, car elle tire son origine d'une période où la recourante fonctionnait encore sous le régime de société holding et que les charges s'y rapportant sont fiscalement neutralisés par la constitution d'un poste de provision lors du bilan fiscal d'ouverture de la nouvelle société et ce conformément à l'article 59 LIR. La charge en question aurait dû être provisionnée au plus tard en 1998 notamment au moment où ... holding a eu connaissance du jugement de la Cour d'Appel de Paris du 18 décembre 1998 prononçant la liquidation judiciaire de la société cautionnée S.A.R.L. ... ».

Confrontée à cette argumentation, la société demanderesse précise dans son mémoire en réplique qu'il s'agirait d'une confusion dans le chef de la partie défenderesse, étant donné que le délégué du gouvernement s'appuierait sur la copie d'une note manuscrite erronée considérant la charge de 811.373 € comme étant composée de frais pour 4.893.591,08 francs français, payés à titre de caution pour l'année 1998. Cette confusion serait évidente étant donné que ce montant correspond en euros à environ 747.000 et diffère de la charge litigieuse. L'hypothèse d'une confusion serait encore confortée par le fait que cette charge n'est inscrite au compte résultat ni au compte numéro 672 du plan comptable intitulé « *Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs* », ni à la classe 8 du plan comptable qui reprend les engagements de caution (compte 8011). La société demanderesse relève ensuite que ses comptes arrêtés au 31.12.2001 renseignent une charge exceptionnelle de 811.373 € inscrite au compte 671800 concernant précisément les opérations de gestion. Or s'agissant ni d'un compte provisions pour risques et charges, ni de dettes sur exercices antérieurs, il serait évident que la mention manuscrite évoquée par le délégué du gouvernement ne concernerait nullement cette charge de 811.373 € qui en réalité correspondrait à la contrepartie du contrat de licence de marque du 12 avril 2000 ayant fixé la redevance pour 5 années à 800.000 € payables au plus tard le 31 décembre 2005, étant entendu que le montant restant correspondrait aux honoraires de rédaction de convention au licencié figurant au compte 408100.

Le délégué du gouvernement ayant insisté dans son mémoire en duplique sur le fait qu'en réponse à la demande du bureau d'imposition du 4 mai 2006 de fournir le détail des autres charges exceptionnelles figurant au compte profits et pertes pour un montant de

811.373 €, une réponse manuscrite avait été faxée le 15 mai 2006 précisant qu'une partie de ce montant a été payée à titre de caution, le reste étant des frais d'avocats et de justice, tandis qu'« *actuellement et soudainement* » la partie demanderesse affirmerait le caractère erroné de cette note manuscrite et ferait état d'un contrat de licence de marque dont l'existence aurait été inconnue jusque lors et qui n'aurait été versé ni au dossier fiscal ni avec la requête introductive d'instance du 28 mars 2008, pour conclure à une forte présomption que ledit contrat de licence de marque constituerait un contrat de complaisance, le tribunal avait prononcé la rupture du délibéré afin de voir clarifier ce point moyennant différents documents à verser au dossier dont notamment des pièces documentant les paiements effectués par la société ... S.A. en exécution du contrat de licence de marque du 12 avril 2000 au cours des années d'imposition litigieuses, ainsi que des pièces documentant le montant correspondant aux honoraires de rédaction de convention.

Conformément aux dispositions de l'article 59 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant notamment règlement de procédure devant les juridictions administratives, la preuve des faits libérant de l'obligation fiscale ou réduisant la cote d'impôt appartient au contribuable, cette preuve pouvant être rapportée par tous les moyens hormis le serment.

La preuve des faits justifiant la déductibilité de la charge exceptionnelle litigieuse appartenant partant à la société ..., il convient de déterminer concrètement quels sont les éléments de preuve susceptibles d'être pris en considération à cet égard dans le cadre du recours sous examen. Le tribunal statuant en tant que juge du fond en la présente matière, il est appelé à apprécier les bulletins déférés quant à leur bien fondé et à leur légalité, avec le pouvoir d'y substituer sa propre décision, impliquant que cette analyse s'opère au moment où il est appelé à statuer, ce principe impliquant que les deux parties en cause sont autorisées à compléter leurs arguments respectifs en cours d'instance et à les étayer le cas échéant par des pièces nouvelles¹.

Il se dégage des pièces versées au dossier que suivant courrier du 4 mai 2006, le bureau d'imposition sociétés 6 s'est adressé à la société ..., après examen de sa déclaration fiscale concernant l'année 2001, afin de demander la fourniture des pièces et renseignements supplémentaires suivants avant le 22 mai 2006 :

« - *détail des autres charges exceptionnelles figurant au compte Profits et Pertes pour un montant de € 811.373,-*
- *une explication concernant les moins-values sur réalisation d'actifs circulants figurant au compte Profits et Pertes pour un montant de € 198.320,-(pièces à l'appui) ».*

Seul le premier point ci-avant énoncé étant actuellement litigieux, il y a lieu de relever liminairement que dans le cadre de sa déclaration fiscale 2001 la société ... avait indiqué le montant litigieux de € 811.373 au titre de charge exceptionnelle sans avoir fourni au départ d'autres explications ou pièces afférentes.

Il est encore constant que cette demande du 4 mai 2006, d'après les pièces figurant au dossier administratif, a connu une réponse par envoi télécopié à partir du numéro parisien 0142888349 expédié le 15 mai 2006 à 15:37h, réponse apposée de manière manuscrite sur le dit courrier du 4 mai 2006 et y prenant position de manière précise et non équivoque par

¹ cf trib. adm 1.10.97 n° 9699 du rôle, Pas. adm. 2008, Recours en réformation, n° 14 et autres références y citées, page 477

rapport aux 2 points soulevés dont notamment celui actuellement litigieux. Concernant ce point précis la note manuscrite indique ce qui suit :

« ... a donné sa caution à la Sàrl ... par acte du 19 octobre 1995. La société ... a été mise en liquidation judiciaire, la société ... a payé 4.853.591,08 F, ainsi que le reconnaît l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 18 décembre 1998 (page 4, 3^{ième} alinéa) augmenté de divers frais d'avocat, de justice et de procédures diverses pour un total de 811.373 €. Ci-joint arrêt de la Cour et copie de la caution ».

Cette même note indique comme auteur Monsieur « ... président de la SA, ... ». Elle est revêtue en outre d'une signature qui, à première vue, correspond à celle de Monsieur ... telle que renseignée dans d'autres pièces versées au dossier dont notamment des pièces versées directement par la société demanderesse.

Dans son mémoire en réplique la société demanderesse précise que cette note manuscrite serait erronée en ce qu'elle considère que la charge de 811.373.- € se compose de frais pour 4.893.591,08 FF payée à titre de caution pour l'année 1998. Elle précise que cette caution donnée par la société ... en 1995 à la société ... n'aurait pas eu à être appliquée, cette société ayant bénéficié d'un jugement de clôture pour extinction de passif le 22 juin 2004. La charge de 811.370.- € serait par contre la contrepartie du contrat de licence de marques du 12 avril 2000 entre le propriétaire de la marque et elle-même, cette redevance portant sur 5 années et étant payable au plus tard le 31 décembre 2005.

Le tribunal ayant demandé au mandataire de la société demanderesse d'expliciter la genèse de l'erreur actuellement alléguée au niveau de l'explication manuscrite fournie au bureau d'imposition au 15 mai 2006, la société demanderesse affirme que l'examen de ses archives ainsi que de celles de l'expert comptable parisien et des cabinets d'avocats impliqués, n'aurait pas permis de retrouver un document ou une note en rapport avec la mention manuscrite évoquée et versée en copie au dossier administratif. Au-delà de ce constat d'absence de traces relatives à cette pièce, la société ... affirme sans équivoque et par écrit qu'elle « n'a jamais adressé à l'administration des contributions directes aucun document de ce genre », pour constater ensuite que la mention évoquée n'aurait aucun rapport avec le litige ni avec le contrat de licence de marque signé le 12 avril 2000 qui constituerait le fait générateur de la charge litigieuse de 811.373 €. Elle insiste pour le surplus que la photocopie d'une note manuscrite ne constituerait pas un document olographe et n'aurait partant aucune valeur probante ceci d'autant plus que cette photocopie ne serait pas revêtue ni du cachet ou d'un timbre de la société ..., ni du cachet d'un avocat ou d'une personne mandatée par cette société.

Au-delà des interrogations que peut soulever cette prise de position au sujet de l'attitude de la société demanderesse, forcé est de constater que le bureau d'imposition, au-delà de ces explications manuscrites qui lui sont parvenues par télécopie, ne s'est pas vu adresser une quelconque autre explication par rapport à ses questions pourtant clairement posées dans le courrier pré relaté du 4 mai 2006 à l'adresse de la société ..., de sorte qu'il ne saurait raisonnablement se voir reprocher un quelconque défaut de prendre en considération le contrat de marque actuellement avancé au titre de justification de la charge litigieuse, aucun document de ce type n'ayant en effet été versé ni à l'appui de la déclaration fiscale, ni à la suite d'une demande de renseignements complémentaires spécifique afférente.

En revanche, contrairement à ce qui est actuellement soutenu par le délégué du gouvernement ce n'est par contre pas en phase contentieuse et dans le cadre du mémoire en réplique seulement que ledit contrat de marque et l'argumentation afférente ont été avancés pour la première fois par la société demanderesse, mais celle-ci a fait état de l'ensemble de ces arguments à l'appui de sa réclamation écrite adressée au directeur par courrier prérélaté du 29 janvier 2007.

Encore que le recours sous examen, faute de décision directoriale ayant vidé cette réclamation, est directement dirigé contre les bulletins litigieux, la lettre de réclamation est à considérer comme faisant partie intégrante du dossier administratif dont la partie défenderesse est censée avoir connaissance. Cette réclamation constitue en effet un préalable procédural obligatoire dans le chef du contribuable qui peut par voie de conséquence s'attendre raisonnablement à une prise de position circonstanciée afférente de la part de l'Etat dans le cadre d'un recours contentieux subséquent.

Encore que les explications fournies par la société demanderesse relatives aux informations manuscrites fournies au bureau d'imposition par envoi télécopié du 15 mai 2006 tendant à établir l'hypothèse d'une confusion, voire l'hypothèse que ces explications émanaient d'un usurpateur du nom de la société ... et de son président, soulève des doutes quant à leur vraisemblance, il n'en demeure pas moins qu'un contribuable doit en principe être admis à rectifier une erreur éventuelle au niveau d'informations fournies à l'appui de sa déclaration fiscale, pareille rectification ayant en l'espèce été opérée par la voie de la réclamation adressée par la société ... au directeur. Force est cependant encore de constater que même si ces explications sont opposables à la partie étatique, il n'est pas moins constant que confronté au départ à des interrogations légitimes de la part du bureau d'imposition au sujet de la charge litigieuse de 811.373.- €, la société demanderesse s'est limitée à fournir certains indices seulement à l'appui de ses explications, en l'occurrence une copie d'un contrat de marque qui n'est revêtu ni d'un cachet ni d'un timbre de la société ..., ni du cachet d'une personne mandatée par cette société, ainsi que des explications d'ordre général relatives aux méthodes de comptabilisation employées.

Or, en dépit d'une demande adressée expressément à la société demanderesse par le tribunal afin de voir compléter le dossier par des pièces documentant notamment les paiements concrètement effectués au cours des années d'imposition litigieuses en exécution du contrat de marque du 12 avril 2000, la société demanderesse s'est limitée à compléter le dossier par différents relevés bancaires documentant des paiements effectués en sa propre faveur en rapport avec la marque ... mais reste en défaut de documenter un quelconque paiement concrètement effectué par sa part en exécution du contrat de marque litigieux à la faveur de ... indiqué au titre de concédant, propriétaire de la marque dont la copie de contrat versée en cause.

Force est dès lors de constater que la réalité de la charge litigieuse dans le chef de la société demanderesse laisse d'être établie à suffisance, de sorte que le recours est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond le dit non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

condamne la société demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 9 février 2009 par :

Paulette Lenert, vice-président,

Marc Sünnen, juge,

Claude Fellens, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Paulette Lenert